

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AOÛT 1925.

Proposition de loi relative au diplôme et à l'exercice de la profession d'architecte.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'intérêt public — que l'on ne s'effraie pas de cette affirmation — non moins que l'intérêt privé, les intérêts de tous ceux qui construisent ou font construire, justifie l'institution du diplôme d'architecte.

Il n'est point indifférent que le premier venu, dépourvu de toutes connaissances, de toute pratique, se déguisant sous un titre qui le présente comme maître en l'art de la construction, ne puisse ériger des constructions souvent de considérable importance.

Il ne suffit pas que les Codes civil et pénal fixent des responsabilités et édictent des peines contre celui dont l'ignorance, l'incurie, la négligence crée le vice dont le bâtiment sera infecté et qui souvent sera cause de blessures et de mort. Les sanctions seront trop souvent illusoires.

A l'heure présente, l'art de l'architecte a des rapports étroits avec les plus graves problèmes d'économie générale, d'hygiène, d'esthétique.

Il est indispensable que nous ayons une « politique de l'architecture » basée sur des règles et des principes concernant le choix, l'emploi des matériaux, les meilleures et les moins coûteuses méthodes de construction : L'architecte doit être un économiste.

L'art du constructeur doit s'inspirer — voire subir l'indispensable dépendance — des obligations de la salubrité et de l'hygiène : il ne peut suffire à cet égard qu'il satisfasse, sans plus, aux règlements des pouvoirs publics : L'architecte doit être un hygiéniste.

Enfin, il ne peut appartenir à quiconque de construire sans aucun souci d'art, de défigurer nos villes et nos campagnes : l'architecte doit avoir des qualités d'artiste.

Il convient de pouvoir écarter les non-valeurs et d'établir une barrière devant ceux qui estiment pouvoir s'intituler architectes parce qu'ils ont quelques rudiments du dessin, et sont par ailleurs étrangers de toutes les autres sciences.

Le diplôme d'architecte est réclamé depuis de longues années par les intéressés. Il est au nombre des questions étudiées par la *Société centrale d'Architecture de Belgique* depuis les premières années de sa fondation : Déjà en septembre 1883, elle adressait à ce sujet une requête à MM. les Président et Membres de la Chambre des représentants.

En 1897, le Congrès international des architectes (quatrième session) qui tint ses assises à Bruxelles, inscrivit cette question à son ordre du jour et donna lieu à d'importants travaux dus aux architectes de tous pays qui répondirent à son appel.

La demande, introduite par la *Société centrale d'Architecture de Belgique* à la suite du Congrès national qu'elle réunit en juin 1904, fut poursuivie sans relâche par la *Fédération des Sociétés d'Architectes du Royaume*.

L'on peut citer comme manifestations de leur persévérante volonté le

I ^{er} Congrès national des architectes belges en 1904			
III ^e	Id.	id.	1907
IV ^e	Id.	id.	1908
V ^e	Id.	id.	1909
VII ^e	Id.	id.	1911
IX ^e	Id.	id.	1920

dans lesquels les Associations ont discuté ou rappelé la nécessité de cette institution.

Il serait injuste de ne point louer ici, entre autres, les efforts poursuivis avec une remarquable persévérance par M. l'architecte Maukels qui, signataire de la première requête présentée aux Chambres en 1883, n'a pas abandonné un instant la lutte, et qui est l'auteur d'un avant-projet dans lequel les signataires ont largement puisé.

*
* * *

Le diplôme doit être un diplôme légal et non un simple diplôme professionnel; il doit avoir la même autorité qu'un diplôme universitaire.

Le droit de porter et d'exercer la profession d'architecte doit être réservé aux seuls diplômés.

Le droit au titre d'avocat a été consacré par la loi du 30 août 1913.

L'art de guérir est réglementé par celle du 12 mars 1818.

La profession d'architecte sera soumise à des règles analogues.

L'on peut prévoir que la même réglementation s'appliquera dans un avenir rapproché au port du titre d'*ingénieur* et de *comptable*.

En même temps, comme conséquence, pourra s'établir par les soins des intéressés la discipline professionnelle, la défense commune des intérêts.

*
* * *

Les auteurs de la proposition dans leur désir d'aboutir à bref délai, dans une matière dont tous les détails ne peuvent être fixés en termes définitifs, ont cru

devoir limiter leur projet à des dispositions d'ordre général, confiant à des arrêtés les mesures d'exécution, telles l'élaboration des programmes et la composition des jurys.

La loi tracera les directives.

A titre d'indication l'on peut reprendre ici l'énumération des épreuves que les intéressés ont indiquées comme devant fournir la matière de l'examen et que le projet de M. Maukels énuméra en son article 2 :

« Les aspirants au titre d'architecte devront, préalablement à l'examen technique, subir une épreuve d'admission en loge qui comportera :

- a) Un dessin d'ornement d'après plâtre ;
- b) Un dessin de figure d'après plâtre ;
- c) Un projet complet avec fragment à grande échelle d'un édifice de moyenne importance.

Les programmes de ces épreuves seront établis par le jury et tirés au sort.

Le jury classera les projets en projets admis et projets non admis.

Les auteurs des projets admis pourront seuls prendre part à l'examen proprement dit pour l'obtention du diplôme.

Cet examen sera oral et écrit ; il portera sur les matières suivantes :

1. Histoire de l'art architectural et des arts en général dans leur relation avec l'architecture ;
2. Géométrie : les quatre premiers livres et l'arpentage ;
3. Géométrie descriptive, coupe de pierre et perspective ;
4. Algèbre : 2° degré ;
5. Éléments de géologie appliqués ;
6. Éléments de chimie et de physique appliqués ;
7. Éléments de mécanique appliqués ;
8. Construction ;
9. Statique graphique ;
10. Législation du bâtiment ;
11. Hygiène du bâtiment.

Le récipiendaire qui aura satisfait à l'épreuve d'admission en loge d'abord, à l'examen technique ensuite, devra faire un stage de trois ans au moins dans des bureaux d'architectes exerçant leur art en Belgique. Après ce stage, le récipiendaire recevra le brevet consacrant définitivement son droit à l'exercice de la profession en Belgique. »

* * *

Le projet que nous soumettons s'est inspiré de longues et consciencieuses études poursuivies par ceux qui sont le mieux à même de préciser leurs revendications et de suggérer les solutions pratiques.

Nous avons la conviction que le Parlement n'hésitera pas à leur donner légitime satisfaction.

WAUWERMANS.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 AUGUSTUS 1925.

Wetsvoorstel betreffende het diploma en de uitoefening van het beroep van bouwmeester.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het invoeren van het diploma van bouwmeester wordt ten volle gerechtvaardigd door het algemeen belang, zoowel als door het privaat belang en door het belang van al degenen die bouwen of doen bouwen — zonder dat men zich om die bewering hoeft te verschrikken.

Het is niet onverschillig dat de eerste de beste, zonder kennis van het vak, zonder practijk, die zich voordoet met een titel die hem doet doorgaan als een meester in de bouwkunst, soms zeer belangrijke gebouwen kunne oprichten.

Het volstaat niet dat het Burgerlijk Wetboek en het Strafwetboek verantwoordelijkheden bepalen en straffen uitvaardigen tegen hem wiens onwetendheid, zorgeloosheid, onachtzaamheid de oorzaak zijn van het gebrek waarvan het gebouw zal aangedaan zijn en dat vaak verwonding en dood zal verwekken. De bekrachtigingen zullen al te dikwijls nietsbeduidend zijn.

Op dit oogenblik, heeft de kunst van den bouwmeester nauwe betrekkingen met de meest ernstige vraagstukken van algemeene economie, van volksgezondheid, van esthetiek.

Het is onontbeerlijk dat wij eene « politiek der bouwkunst » hebben, gegrond op regelen en beginselen betreffende de keus, het gebruik der bouwstoffen, de beste en de minst kostende bouwmethodes. De bouwmeester moet een econoom zijn.

De kunst van den bouwer moet hare ingeving zoeken bij, — zelfs de onontbeerlijke afhankelijkheid ondergaan van — de vereischten der openbare gezondheid en der hygiëne : daartoe kan het niet volstaan dat zij, zonder meer, voldoet aan de reglementen der openbare machten. De bouwmeester moet een hygiënist zijn.

Eindelijk, mag hij niet vrijgelaten worden te bouwen zonder aanzien van

kunst, onze steden en dorpen onooglijk te maken. De bouwmeester moet hoedanigheden van kunstenaar bezitten.

Het is noodig dat men de onwaarden kunne verwijderen en een slagboom opslaan vóór hen die meenen zich bouwmeesters te mogen doen noemen omdat zij wat teekenen kunnen en, daarbuiten, geen andere wetenschap bezitten.

Sedert lang, wordt het diploma van bouwmeester geëischt door de belanghebbenden. Het komt voor onder de vraagpunten die, sedert de eerste jaren harer oprichting, werden bestudeerd door de *Société centrale d'Architecture de Belgique*. Reeds, in September 1883, richtte zij daaromtrent een verzoekschrift tot de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

In 1897, bracht het Internationaal Congres der Bouwmeesters (4^{de} zittingstijd), dat te Brussel zitting hield, deze quaestie op zijne dagorde en gaf gelegenheid aan de bouwmeesters van alle landen, die zijn oproep hadden beantwoord, belangwekkende werken te vertoonen.

De eisch, aanhangig gemaakt door de *Société centrale d'Architecture de Belgique*, als gevolg van het Nationaal Congres dat zij in Juni 1904 deed plaats hebben, werd zonder ophouden nagestreefd door de *Fédération des Sociétés d'Architectes du Royaume*.

Als uiting van hunnen aanhoudenden wil, kan men vermelden het :

I ^o Nationaal Congres der Belgische bouwmeesters in 1904			
III ^o	Id.	id.	1907
IV ^o	Id.	id.	1908
V ^o	Id.	id.	1909
VII ^o	Id.	id.	1911
IX ^o	Id.	id.	1920

bij welke gelegenheid de Vereenigingen de noodzakelijkheid van deze instelling hebben besproken of opnieuw bespreken.

Het ware onrechtvaardig hier, onder andere, geen melding te maken van de pogingen met een merkwaardige standvastigheid nagestreefd door den bouwmeester, den heer Maukels, die, onderteekenaar van het eerste verzoekschrift aan de Kamers, in 1883 aangeboden, geen oogenblik den strijd heeft opgegeven en die de maker is van een vóórontwerp, waarin de onderteekenaars ruimschoots geput hebben.

*
* * *

Het diploma moet zijn een wettig diploma en niet een eenvoudig beroepsdiploma; het moet hetzelfde gezag bezitten als een hoogeschooldiploma.

Het recht om het beroep van bouwmeester uit te oefenen of den titel er van te dragen moet aan de enkel gediplomeerden worden voorbehouden.

Het recht op een titel van advocaat werd bekrachtigd bij de wet van 30 Augustus 1913.

De geneeskunst wordt geregeld door die van 12 Maart 1818.

Het beroep van bouwmeester zal aan gelijkaardige regelen worden onderworpen.

Men kan voorzien dat dezelfde regeling eerlang zal worden toegepast op het dragen van den titel van *ingenieur* en van *boekhouder*.

Terzelfder tijd zal, als gevolg daarvan, door de belanghebbenden de beroepstucht, de gemeenschappelijke verdediging der belangen kunnen gevestigd worden.

*
* *
*

Ten einde zoo spoedig mogelijk tot een goeden uitslag te geraken, in een zaak waarvan al de bijzonderheden niet definitief kunnen omschreven worden, hebben de indieners van het voorstel hun ontwerp meenen te moeten beperken tot bepalingen van algemeenen aard, en aan besluiten ter uitvoering de maatregelen van verwezenlijking voor te behouden, zooals het tot stand brengen van programma's en de samenstelling der jury's.

De wet zal de leidraden vaststellen.

Bij wijze van inlichting, kan hier de opsomming worden herhaald van de stoffen welke de belanghebbenden hebben aangeduid om het voorwerp uit te maken van het examen en die in het ontwerp van den heer Maukels onder artikel 2 zijn vermeld :

« De aspiranten voor den titel van bouwmeester moeten, voorafgaandelijk van het technisch examen, een toelatingsproef in loge ondergaan; deze proef omvat :

- a) Een ornamentteekening naar gipsen model;
- b) Een figuurteekening dito;
- c) Een volledig ontwerp met fragment op groote schaal van een gebouw van gemiddeld belang.

De programma's van die proeven worden door de jury samengesteld en bij loting aangewezen.

De jury klasseert de ontwerpen en die welke aangenomen zijn en die welke afgewezen zijn.

De makers van de aangenomen ontwerpen mogen alleen toegelaten worden tot het eigenlijk examen voor het bekomen van het diploma.

Dit examen is mondeling en schriftelijk; het omvat de volgende stoffen :

1. Geschiedenis der architectuurkunst en der kunsten in het algemeen in hunne betrekking met de architectuur;
2. Meetkunde : de eerste vier boeken en het landmeten;
3. Beschrijvende meetkunde, steendoorsnede en perspectief;
4. Stelkunde : 2^{de} graad;
5. Beginselen van toegepaste geologie;
6. Beginselen van toegepaste schei- en natuurkunde;
7. Beginselen van toegepaste mechanica;
8. Constructie;
9. Graphische statika;
10. Bouwwetgeving;
11. Bouwhygiëne.

De recipiëndus, die voor de toelatingsproef heeft voldaan, in loge vooreerst, voor het technisch examen, daarna, zal een leertijd moeten doorstaan van ten minste drie jaar in de bureelen van bouwmeesters die hun kunst in België uitoefenen. Na dien leertijd, zal de recipiëndus het brevet ontvangen waarbij voor goed zijn recht, om het beroep in België uit te oefenen, bekrachtigd wordt.

*
* *

Het ontwerp dat wij indienen steunt op lange en gewetensvolle studiën, vanwege hen die het best in staat zijn hunne eischen goed te doen kennen en praktische oplossingen voor te stellen.

Wij zijn overtuigd dat het Parlement niet zal aarzelen hun billijke voldoening te schenken.

P. WAUWERMANS.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

CHAMBRE
des Représentants.

**Proposition de loi relative au diplôme
et à l'exercice
de la profession d'architecte.**

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut porter le titre d'architecte, ni en exercer la profession, s'il ne possède un diplôme établissant qu'il a justifié des connaissances nécessaires.

ART. 2.

Quiconque se sera publiquement attribué le titre d'architecte sans y avoir droit, sera puni d'une amende de 200 à 1,000 francs. En cas de récidive, il sera en outre passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois.

ART. 3.

Les diplômes sont délivrés aux candidats porteurs d'un certificat d'études moyennes qui auront subi un examen qui comprendra deux épreuves, l'une, préliminaire et d'admission, en loge, l'autre orale et écrite.

Un arrêté royal déterminera les programmes de ces épreuves.

ART. 4.

Un arrêté royal fixera la composition du jury.

**Wetsvoorstel betreffende het diploma
en de uitoefening
van het beroep van bouwmeester.**

EERSTE ARTIKEL.

Niemand mag den titel van bouwmeester voeren, noch het beroep van bouwmeester uitoefenen, indien hij niet houder is van een diploma bewijzende dat hij de noodige bekwaamheid bezit.

ART. 2.

Alwie, wederrechtelijk, den titel van bouwmeester openbaar voert wordt gestraft met eene geldboete van 200 tot 1,000 frank. Bij herhaling is hij bovendien strafbaar met eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden.

ART. 3.

De diploma's worden afgeleverd aan de candidaten houders van een bewijs van middelbare studiën, die een examen afleggen, bestaande uit twee proeven: een voorafgaandelijke toelatingsproef, in loge, en een mondelinge en schriftelijke proef.

De programma's dier proeven worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 4.

De samenstelling van de jury wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Les membres en seront désignés par le Ministre des Sciences et des arts, parmi les professeurs des cours supérieurs d'architecture, des académies royales de dessin, des membres délégués par la Commission royale des monuments, l'Académie de Belgique, les sociétés et unions professionnelles d'architectes et les professeurs des écoles ou cours d'architecture.

Ces derniers seront choisis en nombre égal dans l'enseignement officiel et privé.

ART. 5.

Le porteur du diplôme sera tenu, avant d'exercer sa profession, de se faire inscrire au Greffe de la province, d'où ressort son domicile et d'accomplir un stage de trois ans au moins chez un architecte diplômé.

ART. 6.

Sont dispensés de l'examen devant le jury institué par l'article 3, les candidats qui justifieront de connaissances au moins équivalentes à celles constituant les matières de l'examen, par la production d'un diplôme délivré en suite de la fréquentation des cours d'une université de l'État, d'une académie de dessin, d'une école professionnelle ou technique agréée pour l'enseignement de l'art de l'architecte.

Le Gouvernement établit la liste des établissements agréés.

ART. 7.

Sont dispensées de l'examen et du stage, les personnes de nationalité belge qui, exerçant la profession au

De leden daarvan worden door den Minister van Wetenschappen en Kunsten benoemd onder de leeraars van de hogere leergangen van bouwkunde, van de Koninklijke Teekenacademiën, de leden afgevaardigd door de Koninklijke Commissie van Monumenten, de Academie van België, de Maatschappijen en Beroepsverenigingen van bouwkundigen en de leeraars der scholen of leergangen van bouwkunde.

Deze laatsten worden in gelijk getal gekozen in het officieel en in het vrij onderwijs.

ART. 5.

De houder van het diploma is verplicht, alvorens zijn beroep uit te oefenen, zich te doen inschrijven ter Griffie van de provincie, waarin zijne woonplaats is gelegen, en een stage van ten minste drie jaar te doen bij een gediplomeerden bouwmeester.

ART. 6.

Van het examen voor de bij artikel 3 ingestelde jury zijn ontslagen de kandidaten, die bewijzen ten minste evenveel kennis te bezitten als die vereischt voor het examen, en wel door het voorleggen van een diploma afgeleverd ten gevolge van het bijwonen der leergangen van eene Rijkshoogeschool, van eene teekenacademie, van eene beroepsschool of technische school toegelaten tot het onderwijs der bouwkunde.

De lijst der toegelaten inrichtingen wordt door de Regeering vastgesteld.

ART. 7.

De personen van Belgische nationaliteit, die het beroep op 1 Juli 1924 uitoefenen en het bewijs van hunne

1^{er} juillet 1924, justifieront de leurs aptitudes par des travaux conçus ou dirigés par eux.

ART. 8.

Le Gouvernement est autorisé à décider que le diplôme sera refusé aux nationaux des pays qui refuseraient l'exercice de la profession d'architecte aux nationaux admis à celle-ci en Belgique.

bekwaamheid leveren door werken welke zij hebben opgevat of geleid, zijn ontslagen van het examen en van de stage.

ART. 8.

Aan de Regeering wordt machtiging verleend om te beslissen dat het diploma zal worden geweigerd aan de onderdanen der landen, die het beroep van bouwmeester mochten ontzeggen aan de landgenooten, daartoe toegelaten in België.

P. WAUWERMANS.

A. BUYL.

J. DE GÉRADON.

J. DESTREE.
